

RDC, Nord Kivu : les guerres derrière la guerre

Dossier de Pole Institute

Goma, le 26 septembre 2008

Depuis le 28 août 2008 le Nord Kivu – comme par hasard presque jour par jour une année après le déclenchement des hostilités entre les mêmes parties en conflit le 26 août 2007 - se retrouve de nouveau dans une situation de guerre ouverte. Les combats entre les rebelles du CNDP (Congrès National pour la Défense du Peuple) et les FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo), ces dernières appuyées au moins ponctuellement par les milices PARECO (Patriotes Résistants Congolais) et les FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda, milices hutu rwandaises) ont entraîné dans ces quelques semaines la mort de centaines de civils et le déplacement de plus de 100.000 personnes. Les diverses tentatives de la MONUC et de la Communauté Internationale pour parvenir à un cessez-le-feu sont jusqu'ici restées lettre morte.

Les faits militaires sont répercutés par les média nationaux et internationaux, mais on ignore encore largement les aspects non-militaires de cette guerre. Goma est redevenue une ville enclavée d'où on ne peut pratiquement plus sortir plus loin que trente kilomètres en territoire congolais. À l'intérieur de la province, les lignes de front auparavant étaient connues et d'une certaine manière stabilisées et permettaient aux populations de cultiver les champs ici et là, voir de faire du commerce même à travers les lignes de séparation. Aujourd'hui les populations civiles sont en déplacement perpétuel, une partie d'entre eux sont enfermés dans des camps. Elles sont dépendantes de l'aide qui leur parvient de plus en plus difficilement et il ne pourra pas y avoir de récoltes. Nous constatons aussi que les belligérants sèment la panique et poussent les populations dans telle ou telle direction, voir les empêchent de rentrer chez elles. Force est de conclure que les déplacements et la misère des populations sont devenus un enjeu politique aussi important que les faits d'armes.

Dans cette situation désespérée les populations dans toute la province deviennent de plus en plus vulnérables aux chants de sirènes des marchands de haine et d'illusions.

Les discours incendiaires de soi-disant « responsables », la remontée de manipulations ethniques dans les média, l'utilisation de la peur comme mode de gouvernance, la colère et la haine comme modes d'expression politique – tous ces phénomènes, que Pole Institute a découvert au cours de ses enquêtes et débats, sont autant de „guerres derrière la guerre“ qu'il s'agit de comprendre et d'analyser pour pouvoir trouver des pistes d'action positives vers un avenir plus stable.

S'y ajoute la grande désillusion des populations toutes tendances confondues par rapport aux promesses électorales et donc une perte vertigineuse de confiance en la capacité de la présidence et du gouvernement de la RDC. La Communauté Internationale, et notamment la MONUC, est de son côté devenue la bête noire de ceux-là même qui il n'y a pas si longtemps concentraient sur elle tous leurs espoirs. Mais même des observateurs plus lucides commencent à questionner la capacité voire la volonté de cette communauté internationale de comprendre les enjeux et d'avoir le courage d'emprunter de nouveaux sentiers.

Pole Institute continue de soutenir et de valoriser les quelques courageuses initiatives au sein des populations qui résistent à la haine et aux fausses solutions, refusent de se laisser manipuler et cherchent ensemble des voies de sortie appropriées dans une situation difficile et dangereuse.

Ce dossier analyse la situation sous plusieurs angles:

- Onesphore Sematumba, **Les populations du Nord Kivu: la survie entre les lignes**, (26/9/2008) illustre la situation des populations, l'équation entre ceux qui occupent des espaces sans hommes et ceux qui tiennent des hommes sans espaces.
- Christiane Kayser, **La reprise des combats au Nord Kivu: symptôme d'une maladie plus généralisée**, (26/9/2008) brosse à partir de la nouvelle escalade au Nord Kivu un tableau d'ensemble de la RDC presque deux ans après la mise en place d'un gouvernement élu.
- Dominic Johnson, **Construire la paix au milieu de la guerre : le désarroi de la communauté internationale**, (26/9/2008) décrit le déclin du programme Amani et du processus de Nairobi en analysant les tergiversations de la communauté internationale.
- Primo-Pascal Rudahigwa, **Les épouses des militaires dans la rue à Goma après avoir séquestré le ministre de la défense nationale**, (22/9/2008) raconte l'histoire agitée d'un dimanche de septembre à Goma.
- Primo-Pascal Rudahigwa, **Nouvelle crise à l'est de la RD Congo : qui rassure qui ?**, (11/9/2008) rapporte et analyse les déclarations incendiaires de quelques responsables « irresponsables ».

Bonne lecture, vos réactions sont les bienvenues !

Pole Institute, Goma, RDC

www.pole-institute.org

poleinst@free.fr

Les populations du Nord Kivu : la survie entre les lignes !

par Onesphore Sematumba, Goma, 26/9/2008

Depuis la reprise des combats entre les forces gouvernementales (FARDC) et les éléments du CNDP en territoires de Masisi et de Rutshuru au Nord Kivu le 28 août 2008, des milliers de familles ont de nouveau été jetées sur les routes. La situation est telle que les camps des déplacés sont débordés et refusent du monde, comme nous avons pu le constater le 24 septembre dans les camps de Bulengo et de Mugunga, à l'ouest de la ville de Goma. Ce nouveau contingent de déplacés vient se joindre à ceux qui sont installés dans les camps depuis plus de trois ans pour certains et qui sont réduits à une vie d'assistés. Or, ils se retrouvent au centre d'un marchandage politique dont ils ignorent souvent les tenants et les aboutissants.

En effet, les camps des déplacés et les déplacés eux-mêmes sont devenus des enjeux politiques, qu'instrumentalisent certains leaders congolais à différents niveaux et ce en amont comme en aval de différentes lignes consécutives à cet état de guerre. En amont, les populations et certains cadres de base, ont été invités à abandonner leurs milieux pour se retrouver « de l'autre côté de la ligne ». Nous ne parlons pas ici de ceux qui ont fui l'insécurité physique due aux échanges des tirs, qui ont cherché refuge en des endroits plus sécurisés et qui rentrent chez eux dès que la situation redevient normale. Nous parlons ici de ceux qui, en amont, c'est-à-dire alors qu'ils sont encore chez eux, sont invités à partir, à se déplacer. « *Certains villageois et même des chefs de poste d'encadrement administratif du territoire de Masisi ont reçu des SMS émis de Goma et d'ailleurs qui les invitaient à abandonner les villages parce qu'une opération militaire était en préparation* », nous a déclaré une source locale. Pour les rassurer, le SMS ajoutait que l'opération, parce que foudroyante, serait de très courte durée. Les déplacés, arrivés de l'autre côté de la ligne, ont été vite désillusionnés. En général l'attaque foudroyante n'a pas eu lieu, et aucun dispositif d'accueil ni de survie n'était mis en place par les leaders pour assurer leur séjour dans ce qui était présenté comme une escale momentanée. Ainsi, dans le territoire de Rutshuru, à la suite d'une escarmouche entre élèves de l'Institut Busimba de Jomba au mois de janvier 2008, des localités entières se sont vidées pour aller se réfugier au chef-lieu du territoire, avec l'approbation manifeste des leaders d'opinion originaires de la région qui, de loin, encourageaient cette forme de « résistance à l'occupation ». Mais là aussi, rien n'avait été prévu ni pour la survie des déplacés ni pour sauver l'année scolaire des enfants. Cette emprise des leaders continue à fonctionner une fois les déplacés installés dans les camps, ce qui explique que certains restent durablement dans ces sites de misère même lorsque la situation s'est nettement améliorée entre-temps.

Une fois pris au piège - ou en otage - les déplacés sont soumis à plusieurs pressions d'ordre psychologique et idéologique. Leur présence dans le camp est magnifiée comme une sorte de bravoure par ceux qui dorment dans les villas au bord du lac Kivu et leurs difficultés leur sont présentées comme l'effort de guerre nécessaire avant leur « retour dans la dignité », comme l'a déclaré récemment un responsable du groupe armé PARECO sur les ondes de la BBC. Il leur est fortement recommandé d'attendre, et toute initiative isolée de retour est perçue comme une trahison. Mais rien n'est mis en place, encore une fois, pour rendre humainement acceptable cette attente, et les déplacés sont soumis à toutes sortes de privations. Les abris sont aléatoires et la ration est devenue insignifiante. Chaque habitant du camp - sur la durée et sans agenda de retour, on devient habitant - reçoit une ration mensuelle composée essentiellement de 6 kilos de

farine (soit 200 gr par jour par personne), ce qui est loin d'être suffisant.

En réalité, la stratégie derrière cette manipulation cynique de la peur se résume au défi de contrôle des espaces et des hommes, en posant une *équation entre ceux qui occupent des espaces sans hommes et ceux qui tiennent des hommes sans espaces !*

Les cadres de la territoriale débauchés par SMS, quant à eux, sont reconvertis en mobilisateurs de « la résistance » dans les camps où s'entassent leurs ex-administrés et, selon nos sources, ils s'emploient à identifier « les ennemis » présents dans la ville de Goma pour les « mettre hors d'état de nuire » le moment venu. Si pareilles informations se vérifiaient, l'on mesure l'ampleur éventuelle des dégâts, et la sous-région a déjà connu des scénarii semblables.

Pour rappel, le 21 septembre 08, à la suite du rapatriement des corps des militaires FARDC tombés au front de Sake, des mouvements « spontanés » des femmes de militaires et de badauds se sont transformés en scènes de pillage et de casse des propriétés identifiées comme appartenant à Laurent Nkunda et, depuis lors, la stigmatisation des Banyarwanda est remontée en puissance, fortement relayée par les médias de Kinshasa, y compris par la Radiotélévision officielle. Il suffit donc d'une étincelle pour que la ville de Goma s'embrase ; au-delà des appels au calme que lance l'autorité provinciale par la radio, il lui faut travailler à démanteler tous les réseaux de pyromanes qui pullulent dans la ville et ailleurs.

Cette guerre médiatique est également utilisée par certains officiers qui passent outre les règles élémentaires de décence pour exhiber des trophées macabres en vue de justifier leurs performances auprès de leur hiérarchie et des populations en attente d'un coup d'éclat militaire de l'armée gouvernementale. Le cas le plus récent s'est passé le 22 septembre 2008 à Sake. Ce jour-là, le colonel Padiri, commandant des opérations à Sake, a convié la presse locale et internationale, ainsi que les habitants et les déplacés de cette cité à une conférence de presse autour des dépouilles défigurées et déshabillées des combattants présentés comme issus des rangs du CNDP. Les déplacés de Sake qui se sont réjouis du « travail réalisé par les FARDC » selon certains d'entre eux que nous avons rencontrés au camp de Mugunga, n'ont cependant pas mis cet exploit à profit pour regagner la cité. Ils disent craindre la revanche des « Tutsi », qui n'hésiteraient pas à venir venger les leurs. L'officier visait à fédérer l'opinion autour de l'efficacité (re) trouvée des forces gouvernementales basées à Sake sous son commandement, il aura réussi à cristalliser davantage la fragmentation entre les communautés et la haine anti-Banyarwanda, alors que lui-même est issu de cette communauté.

Cependant, certains parmi les déplacés sont parvenus à identifier leurs intérêts et, sans briser les lignes, ont appris à organiser leur vie à travers elles. La plupart des déplacés de Jomba dont nous avons parlé ainsi que ceux de Busanza qui étaient parqués dans le stade de Rutshuru ont déjà regagné leurs villages depuis le 8 février 2008. Malgré la reprise des combats à partir du 28 août 2008, les déplacements ont été limités et se font davantage à l'intérieur des zones qu'au-delà des lignes. A Masisi, des commerçants anciennement déplacés se sont constitués en comité qui assure la jonction économique entre les camps de déplacés, la ville de Goma et les zones CNDP, après avoir négocié avec les belligérants de part et d'autre. Ces initiatives, quoique timides, méritent d'être encouragées, pour autant que la question des déplacés et des populations en général ne semble pas être au centre des préoccupations du pouvoir actuel, tout occupé à trouver des expédients pour sa survie politique. Même au prix du sang de ces gens ordinaires, au centre des discours et à la périphérie des priorités.

La reprise des combats au Nord Kivu: Symptôme d'une maladie plus généralisée

par Christiane Kayser, Goma, 26/9/2008

Presque deux ans après la mise en place d'un gouvernement élu en RDC et huit mois après la mise en place du « programme Amani » censé assurer la paix dans les deux Kivu, le tableau n'est pas brillant :

- Les combats ont repris au Nord Kivu et les populations sont de nouveau en déplacement, beaucoup d'entre eux pour la quatrième fois en trois ans souvent sans aucun soutien. Pour exemple : les populations qui ont fui la ville de Sake lors des combats du samedi 20 septembre se trouvaient encore sur les routes sans soutien aucun le mercredi 24 septembre.
- L'armée congolaise FARDC ne se distingue en rien des groupes armés et ses soldats non payés sont souvent les premiers à piller et à violenter les civils tout en fuyant les combats. Selon le dernier communiqué d'une coalition d'ONG nationales et internationales dont « Human Rights Watch »¹, non seulement ils violent et pillent, mais ils forcent les populations en fuite de se diriger dans telle ou telle direction, ils font payer le passage des déplacés et il y a eu des cas où ils leur ont enlevé leurs cartes d'électeurs qui font lieu de cartes d'identité congolaises.
- Les populations sont fortement désenchantées des gouvernements national et provinciaux : leur situation au lieu de s'améliorer s'est empirée. Ils ne savent plus à quel saint se vouer. Les cas de violences liées à des accusations de sorcellerie et autres superstitions augmentent. Les Congolais avec leur humour dévastateur et énergisant en sont réduits à citer une chanson populaire : « Je ne sais pas où on va mais on y va quand même ».
- Le programme Amani qui dès le début avait noyé le poisson en invitant à la table de négociation une pléthore de groupes armés minuscules ou parfois carrément fantaisistes pour que personne ne puisse accuser le gouvernement de négocier directement avec le CNDP de Laurent Nkunda dont la victoire militaire sur les FARDC avait été la raison profonde de la conférence de paix, aura essentiellement réussi à gonfler les effectifs des différents groupes armés. La Communauté Internationale qui a mis en place, financé et dirigé de fait ce processus semble elle-même fatiguée de la non tenue des engagements pris par les principaux protagonistes dont le gouvernement congolais. La MONUC vient de proposer un plan d'interposition entre belligérants dont le principal élément nouveau est qu'elle ne se positionne désormais plus en alliée directe des FARDC mais en force neutre qui s'interpose entre tous les belligérants.

¹25/9/2008: RD Congo : La crise humanitaire s'aggrave tandis que le processus de paix chancelle. *La reprise des combats déplace à nouveau 100 000 civils dans l'est du Congo.*

<http://www.hrw.org/doc?t=africa&c=congo&document limit=20,20>

- Le processus de Nairobi qui s'attaquait à l'épineuse question de la présence des FDLR est enterré dans la foulée des déclarations et actions militaires des dernières semaines.
- La classe politique congolaise, ainsi que tous les belligérants, utilisent la peur et le désarroi des populations pour les manipuler selon la vieille logique : à qui la faute ? Au lieu de s'acharner à stabiliser la situation, on cherche des boucs émissaires. Des responsables du gouvernement incitent les populations excédées à s'attaquer physiquement à la MONUC. « Si les FARDC ne gagnent pas militairement, cela doit être la faute de la MONUC qui arme l'adversaire », telle est la logique répandue par bon nombre de soi disant « responsables ». Des sources rwandaises accusent de leur côté la MONUC de pactiser avec les FARDC et les FDLR. Par ailleurs, selon plusieurs sources de la Communauté internationale et des témoins oculaires, les FDLR jouent un rôle important dans les combats actuels. Ainsi la bataille de Masisi de la semaine du 15 septembre aurait eu lieu entre le CNDP et les FDLR qui auraient averti la MONUC qu'elles reprenaient le flambeau des FARDC manquant à l'appel.
- Mais il y a pire : Sur base des manipulations, la méfiance et la haine entre les groupes ethniques est plus forte que jamais. Il y a marginalisation et chasse aux sorcières. Pour exemple : Depuis quelques jours il y a de plus en plus de sources crédibles qui rapportent des incidents où des Banyarwanda ou assimilés sont poursuivis pour « trahison » et « association avec l'ennemi » par les services congolais et/ou livrés à des actes de violence par des foules excitées. Ce serait par exemple le cas des étudiants ou des vendeurs et vendeuses (notamment de lait !). La télévision nationale RTNC a passé notamment le 12 et le 19 septembre 2008 dans l'émission du journaliste Luchima des programmes incitant à la haine ethnique contre « les Rwandais ». Le CNDP quant à lui se déclare fatigué d'être le seul à avoir fait des concessions, exige des négociations directes et semble se focaliser sur la solution militaire. Les malheureux habitants de Sake faisant des aller-retour entre leur ville en insécurité et les camps sur la route de Goma qui ne les accueillent pas, tiennent des discours bellicistes sur « l'ennemi rwandais » tout en vendant et achetant des tomates venues tout droit de Gisenyi, ville rwandaise voisine. Dans cette atmosphère de « folie patriotique » et belliciste, il devient dangereux de s'exprimer en faveur de solutions négociées. La violence est prônée de toutes parts.

Or regardons la situation d'ensemble de la RDC. Les malheurs du grand Congo seraient-ils vraiment essentiellement localisés dans les Kivus? Est ce que les Kivus en crise seraient une exception dans une RDC en voie de stabilisation avec un Etat qui marche ?

La situation d'ensemble de la RDC reste marquée par la misère grandissante des populations, l'insécurité, la déstabilisation, la fragmentation, la réalité d'un Etat privatisé, bandit et pilleur :

- La mise en œuvre de la décentralisation inscrite dans la constitution ne semble pas avancer d'un cran. Même le principe des 40% des recettes de l'Etat dues aux provinces vient d'être contesté dans un discours du Ministre de l'Intérieur dans une conférence de presse tenue à Goma, le lundi 8 septembre 2008.

- Coup de théâtre : le Premier Ministre Antoine Gizenga a démissionné le 25 septembre 2008 et en principe selon la constitution par là le gouvernement entier serait suspendu. Pour l'instant le président (avec son entourage) serait donc pour le moment seul maître à bord.
- Plusieurs provinces en dehors des deux Kivu se trouvent en situation instable :
 - o Le Katanga est géré comme une entité autonome. Depuis deux mois un visa d'entrée est exigé à tout non originaire, congolais ou non. Les refoulés d'Afrique du Sud ont été triés en originaires et non originaires et ces derniers ont été expédiés à Kinshasa. La chasse aux sorcières contre les compatriotes Kasaiens à repris de plus belle.
 - o Le Bas Congo ou Kongo Central a connu des violences en mars 2008. Au lieu de regarder de plus près les revendications du mouvement politico-religieux Bundu Dia Kongo qui sont portées par une bonne partie des populations, même si beaucoup d'entre eux condamnent la violence, le gouvernement a préféré interdire le mouvement et couper court à tout effort de dialogue et de négociation. La situation reste tendue et peut exploser d'un moment à l'autre.
- Les « cinq chantiers » semblent se résumer au fameux contrat chinois qui se matérialise essentiellement en matériaux et travailleurs chinois inondant le pays à partir du port de Matadi. Même après coup les députés nationaux n'ont pas eu droit aux détails de ce contrat négocié par quelques individus dans le gouvernement.
- La misère du peuple se fait sentir dans le pays entier et s'articule en revendications plus ou moins bien défendues et entendues. Après les grèves des enseignants et des médecins, ce sont les infirmiers qui se mettent en arrêt de travail. Cependant, des scandales de corruption impliquant la classe politique sont découverts tous les jours. Des règlements de comptes entre clans politiques et militaires ont débouché à plusieurs assassinats non éclairés.
- Les droits de la personne sont bafoués sur l'ensemble du territoire et la liberté de parole est fortement restreinte : des assassinats et intimidations de journalistes et activistes des droits de l'homme ont changé le paysage qui commence à ressembler étrangement à une certaine période de la république mobutiste.

Deux ans après les élections la RDC reste un Etat non fonctionnant sous tutelle internationale qui semble s'engouffrer dans un marasme durable et dont les richesses continuent d'attirer les uns et les autres qui ne se privent pas de servir leurs appétits individuels.

Construire la paix au milieu de la guerre? Le désarroi de la communauté internationale

par Dominic Johnson, Goma, 26/9/2008

L'action de la communauté internationale face à la nouvelle guerre au Kivu semble caractérisée par une grande timidité politique. On s'accroche à insister sur les stratégies existantes et la nécessité de les mener à terme, même s'il paraît évident que c'est justement l'échec partiel de ces stratégies qui a conduit la région dans un nouveau conflit armé.

Deux cadres existent depuis 2007 pour trouver une solution à la crise à l'Est de la RDC. Le plus important est le „Programme Amani“ issu de la conférence de Goma qui du 6 au 23 janvier a réuni toutes les sensibilités politiques et militaires des deux Kivu et a accouché de deux „Actes d'Engagement“ pour le Nord et le Sud Kivu, dans lesquels toutes les parties s'engagent à cesser la violence et les mouvements militaires et à régler, au sein d'une Commission Technique Mixte co-présidée par le gouvernement et la facilitation internationale, les questions ultérieures de brassage et de rétablissement de l'autorité de l'État.

Selon la MONUC, depuis la signature des Actes d'Engagement il y a eu 304 violations du cessez-le-feu, dont 50 entre CNDP et milices « diverses », 49 entre PARECO et CNDP, 46 concernant les FDLR, 32 entre FARDC et CNDP etc. – un décompte qui ne précise pas les responsabilités dans ces violations. Le CNDP a justifié la reprise des hostilités le 28 août par l'échec“ du Programme Amani et la revendication de passer à des négociations directes avec le gouvernement en dehors de ce cadre. À entendre les représentants de la communauté internationale sur place à Goma, l'option militaire du CNDP aurait eu l'effet contraire à ces souhaits. Alors qu'en privé beaucoup de diplomates reconnaissent depuis un certain temps que les réunions du Programme Amani sont un jeu de dupes, la reprise des combats les a contraints à insister sur le processus Amani comme seul cadre possible d'action. Sinon, ils se seraient mis carrément à dos le gouvernement de la RDC qui avait déjà mobilisé la population à Rutshuru contre la MONUC début septembre et continue à le faire fin septembre. .

Le 11 septembre 2008 le CNDP, peut-être sous l'impression de pouvoir arriver à ses fins par des gestes de bonne volonté, avait annoncé un retrait unilatéral de ses troupes sur leurs positions antérieures, ce qui devait s'achever le 17 septembre. En réaction, la MONUC et la facilitation internationale ont pensé pouvoir facilement recentrer les aspects politiques sur les positions antérieures aussi, en présentant un „plan de désengagement“ à toutes les parties comme prévu dans le cadre Amani mais qui avait échoué plusieurs fois auparavant. Ce plan demande aux parties en conflit de respecter trois lignes de désengagement au sud et au nord de la zone CNDP dans le territoire de Masisi et à l'ouest de l'autre zone CNDP tamponné aux frontières ougandaise et rwandaise dans le territoire de Rutshuru, et il définit quatre „zones de séparation“ où, selon un calendrier précis, les forces en place doivent se redéployer. Le plan a été accepté par le gouvernement le 17 septembre, mais pas par le CNDP, qui dans un lettre au chef de la MONUC Alan Doss le 18 septembre a redemandé des négociations directes avec le gouvernement et a accusé la communauté internationale de partialité.

Le paradoxe maintenant est que le gouvernement a accepté le plan de désengagement mais refuse de l'appliquer sur le terrain, tandis que le CNDP l'a refusé mais de fait le respecte.

Un dialogue de sourds s'est installé entre la communauté internationale et le CNDP, dont

le chairman Laurent Nkunda n'a plus reçu la facilitation internationale depuis des mois. Dans les milieux diplomatiques, on spéculait beaucoup sur une éventuelle scission au sein du CNDP au profit d'une aile dure et on se reconforte en disant que si Nkunda ne veut plus voir les diplomates il doit soit être malade soit avoir perdu le pouvoir au sein de son mouvement.

Entre la communauté internationale et le gouvernement, le dialogue n'est pas celui de sourds mais il est bourré de silences et de méfiances. Depuis son acceptation du Plan de Désengagement de la MONUC le 17 septembre qui comprend un cessez-le-feu, le gouvernement a multiplié les actions militaires offensives des FARDC contre le CNDP. Dans un premier temps, ceci n'était condamné que du bout des lèvres par la Communauté Internationale. Mais maintenant, devant la persistance de cette situation, la MONUC a commencé à clairement désigner les FARDC comme violeurs du cessez-le-feu, et elle ne cautionne plus leurs actions offensives

Le 26 septembre, jour où les FARDC devaient commencer à se redéployer selon le plan de désengagement en se retirant de certaines localités dans la région de Rutshuru, ils ont par contre commencé à avancer sur des positions évacuées par le CNDP dans la région de Tongo, tandis que dans la ville de Rutshuru des manifestations de la population contre le désengagement des FARDC ont eu lieu. Ces populations indignées seraient « manipulées par les FARDC » selon une source onusienne. La MONUC signale une multiplication d'attaques violentes de la part de soldats des FARDC contre des casques bleus, avec plusieurs blessés graves par des jets de pierres. Il reste la question comment la MONUC va agir pour imposer le respect du plan de désengagement même contre les forces gouvernementales – une question à laquelle on ne trouve pas encore de réponse.

Pour le dire clairement: Il n'y a pas de « Plan B », et pourtant un tel plan s'imposerait. A travers la résurrection du Programme Amani – programme de paix - par la communauté internationale sur fond de guerre, le problème de fond apparaît encore plus clairement qu'avant: comment construire un État fonctionnel sur la base d'un processus qui d'abord a entériné la division du territoire entre différents groupes et forces armées et qui ensuite refuse d'accepter que ces groupes peuvent jouer un rôle politique? Comment éviter que la légitimation de différents groupes armés dont certains n'avaient même pas d'existence réelle sur le terrain avant la conférence de Goma ne se traduise par la militarisation du terrain et l'enclavement ethnique du territoire, chaque enclave protégeant ses propres fils par sa propre armée?

Le fait que même pendant l'accalmie de la période janvier-août 2008 le nombre des déplacés internes au Nord-Kivu n'a pas baissé aurait pu servir pour illustrer cette incohérence centrale. Le nombre de environ 860.000 personnes est resté à peu près stable jusqu'en août 2008 et les récents combats l'ont encore augmenté. Ensuite, l'extension du contrôle territorial par le groupe armé PARECO dans le territoire de Lubero et certaines parties du territoire de Masisi et par les Mai-Mai Vurondo dans le territoire de Beni à partir de fin août suite au redéploiement des FARDC sur le front contre le CNDP montre que le problème de la militarisation et de la résurgence de groupes armés est réel partout dans la province.

La première victime de ce phénomène est l'autre grand processus que la communauté internationale a inventé pour pacifier l'Est du Congo: le „processus de Nairobi“ qui doit neutraliser les FDLR – les ex-FAR et Interahamwe rwandais présents en RDC depuis 1994.

Entamé avec la signature du Communiqué de Nairobi entre les gouvernements de la RDC et du Rwanda le 10 novembre 2007, le processus de Nairobi donne un cadre précis pour

non seulement le retour volontaire dans leur patrie des combattants hutu rwandais encore actifs en territoire congolais mais aussi des mesures contraignantes pour pousser les non-volontaires à agir selon les décisions prises à Nairobi.

Dans un premier temps, on a bien commencé à mettre cela en oeuvre. La MONUC a formé 4 bataillons FARDC à Lubero, avec des moyens fort rudimentaires comme des planches de bois attachées aux arbres pour simuler des hélicoptères dans des exercices de saut aérien, pour éventuellement mener des offensives militaires contre les FDLR. Plusieurs fois le transfert des populations FDLR vivant dans d'autres régions du Congo a été évoqué, notamment dans le Katanga ou dans le territoire de Mambasa au sud de l'Ituri. Selon la MONUC lors de sa conférence de presse hebdomadaire à Kinshasa le 24 septembre 2008, 662 combattants FDLR et 445 dépendants ont été rapatriés de la RDC vers le Rwanda depuis la signature du communiqué de Nairobi. Cela représenterait une augmentation de 30% des combattants rejoignant le programme DDRRR et porterait le nombre total des rapatriés depuis 2002 à 11.906 personnes.

Mais depuis la reprise des combats entre les FARDC et le CNDP le 28 août, tous ces progrès semblent réduits à néant. Aussi bien que le PARECO et les Mai-Mai, les FDLR se renforcent dans les arrière-lignes des FARDC pour étendre leur contrôle sur des populations. Les FDLR ont repris le contrôle sur des territoires importants qu'ils avaient abandonnés auparavant, notamment l'axe principal qui relie le territoire de Walikale au reste du Nord-Kivu. Le 19 septembre, les FDLR ont revendiqué face à l'ONU la défense de la ville de Masisi-centre contre une offensive CNDP.

Il y a une collaboration de fait sur le terrain entre les FARDC et les FDLR contre le CNDP, qui selon certaines sources va jusqu'au niveau des commandements. Non seulement cela contredit le Communiqué de Nairobi, mais cela contribue aussi à une dangereuse montée d'incompréhensions entre la RDC et le Rwanda ce qui dans le passé avait plusieurs fois dégénéré en conflit militaire entre les deux pays.

A cet égard également, la communauté internationale semble désemparée. Aucune condamnation claire et publique du rôle que semblent jouer les FDLR dans la stratégie militaire gouvernementale n'est formulée par les diplomates, et aucune conditionnalité transparente et publique par rapport à l'assistance aux FARDC qui exigerait par exemple du gouvernement congolais d'arrêter la coopération avec les FDLR et les milices ethniques locales n'a été énoncé jusqu'à présent.

La faiblesse de la politique internationale paraît non seulement sur le plan politique. La première préoccupation de la communauté humanitaire - qui à travers les camps des déplacés gère la survie d'un cinquième de la population du Nord-Kivu - a été ces dernières semaines la multiplication des pillages et aussi des réquisitions de convois humanitaires soit par les FARDC, soit par le CNDP. L'accès aux camps est considérablement réduit et beaucoup de déplacés restent sans assistance. Même aux portes de Goma où normalement il n'y a ni problèmes logistiques ni sécuritaires pour les organisations humanitaires, les habitants de Sake qui ont pris la fuite le 20 septembre devant les combats FARDC-CNDP attendaient toujours en vain leur enregistrement au camp Mugunga I quatre jours après. Cette situation a depuis été remédiée, mais les organisations humanitaires mettent en garde maintenant contre l'apparition de « sites parasites » de déplacés non reconnus autour des camps officiels. A beaucoup d'endroits, voire même à l'intérieur des camps, les populations apeurées continuent de se regrouper selon leur appartenance ethnique.

Les épouses des militaires dans la rue à Goma après avoir séquestré le Ministre de la Défense Nationale

par Primo-Pascal Rudahigwa, Goma, 22/9/2008

Pour la première fois depuis la reprise des hostilités entre l'armée gouvernementale congolaise (FARDC) et les éléments du C. N. D. P fidèles à Laurent Nkunda à l'Est de la RDC, les femmes des militaires s'en prennent aux représentants du pouvoir en place et crient leur ras-le-bol face à une guerre qui les endeuille au jour le jour. Les faits...

Pendant que les affrontements continuaient le samedi 20 septembre dernier à Sake entre les militaires des FARDC et ceux du CNDP de Laurent Nkunda, 8 corps de militaires FARDC et plusieurs blessés ont été ramenés à l'hôpital militaire de Goma dans la soirée. Cet hôpital construit à l'époque par la rébellion du RCD-GOMA se trouve au sein même du camp militaire de Katindo.

Le Ministre de la Défense nationale Tshikez Diemu présent à Goma pour coordonner les opérations militaires de l'Est du pays, est allé compatir le dimanche 21 septembre avec les familles des victimes au camp militaire, accompagné du Gouverneur de province du Nord-Kivu, Julien Paluku.

Selon les familles militaires, le Ministre Tshikez remettait une enveloppe de 50 dollars américains à chaque blessé de guerre qui se trouvait dans l'hôpital militaire et 500 dollars américains pour la survie à chacune des 8 familles dont le père était mort au front. Un important lot de médicaments pour la chirurgie avait été déposé à l'hôpital militaire à la même occasion.

Pendant la remise de cette assistance vers 11 heures locales de ce dimanche 21 septembre 2008 un groupe d'épouses militaires, appuyé par leurs enfants dont la plupart sont reconnus comme fumeurs de chanvre s'en est pris au Ministre de la Défense nationale et à sa suite qui ont été littéralement séquestrés. La délégation ministérielle a essuyé des jets de pierre et des injures formulées en kiswahili, dont la plupart disaient: *"Toka, toka unauwa ba bwana yetu ku vita kisha unakuya kutushimanga, tangia leo weye njo utanza kutulala sasa..."*, fin de citation. Cela signifie: « *Sortez, sortez, tu as tué nos maris au front, tu viens te moquer de nous, à partir de maintenant tu vas commencer à nous coucher toutes...* »

Avec courage, le Ministre a pris la parole dans la même langue pour exprimer son indignation: « *Bantuku yangu, nilikuja kuwapa msaada kufuatana na magumu, lakini nasaanga sana munanipika mawe, mie siaonaka tangu nazaliwa mutu anakuletea msaada unamutupia mawe, sita sawaka hiki kitendo ...* », fin de citation. Ce qui se traduirait par: « *Mes frères, je vous ai apporté une assistance pour compatir avec vous, et vous me récompensez avec des pierres? Depuis que je suis né, je n'ai jamais vécu un tel comportement, je ne l'oublierai jamais...* ». Des propos qui ont exacerbé la colère des femmes et de leurs rejetons.

Pour desserrer l'étau qui commençait à se serrer dangereusement autour de sa personne et de sa délégation, le Ministre a brandi 5.000 dollars américains pour l'achat de fournitures et le paiement des frais scolaires en faveur des enfants des militaires. Mais les manifestants ont continué à se moquer de lui, comme insensibles à toute manipulation. Il a fallu au Ministre et au Gouverneur Julien Paluku beaucoup d'imagination pour trouver une issue et échapper ainsi à la vindicte des femmes et des enfants des militaires et permettre au ministre Tshikez de prendre son avion pour

Kinshasa. Le dénouement de cette séquestration n'est intervenu que vers 15 heures locales, après près de 3 heures de manœuvre et de négociation ; les deux autorités ayant réussi à s'évader de l'enceinte du camp militaire par la ruse.

Quelques minutes plus tard, les manifestants s'étant rendu compte qu'ils ont été dupé et que leurs proies du jours s'étaient évadés, ils se sont déversés dans la dans la rue, à la recherche des Excellences évadés. Et c'est là que les dérives ont commencé. Ils ont barricadé la route de Katindo (sur l'axe Goma- Sake) et se sont mis à saccager les stations services appelées AMANI, suspectées d'appartenir à Laurent Nkunda ou à ses proches. En réalité, les deux stations AMANI visées appartiennent respectivement à Désiré Rwabahenda, un ancien fermier de Masisi et à Musanganya Lubongera, homme d'affaires bien connu à Goma et président de l'équipe football VIRUNGA de grande renommée dans la province. Toutes les boutiques, alimentations, pharmacies et cyber café qui fonctionnaient dans les galeries marchandes de ces stations ont été systématiquement pillés et détruits par les badauds qui se sont joints aux épouses des militaires pendant la manifestation, détruisant du coup les investissements d'innocents petits entrepreneurs.

Le matin de ce lundi, les manifestations qui ont débordé le cadre du camp militaire pour s'étendre à tous les badauds de la ville se sont poursuivies, avec l'intention manifeste de brûler les stations incriminées, en ignorant la catastrophe que provoquerait un incendie de ce type dans un quartier qui compte près de quatre stations dans un rayon de 100 mètres ! La police est intervenue pour faire face aux vandales mais la situation est restée tendue jusqu'à la mi-journée de ce lundi 22 Septembre 2008.

Nouvelle crise a l'Est de la RD Congo : Qui rassure qui ?

par Primo-Pascal Rudahigwa, Goma, 11 Septembre 2008

Depuis les derniers affrontements militaires entre les troupes du CNDP de Laurent Nkunda et celles des FARDC partis de Kanombe dans le territoire de Rutshuru le 28 août 2008 et qui se sont par la suite étendus à Ntamugenga, Nyanzale, Kibirizi, Numbi, Kirotshe et Bweremana, on constate curieusement qu'une forte confusion est entretenue par les autorités congolaises censées gérer cette nouvelle crise.

Lors d'une conférence de presse co-animée à Goma, le 08 septembre 2008 par le Ministre d'Etat en charge de l'intérieur, décentralisation et sécurité, Denis Kalume Numbi et son collègue de la Défense nationale et anciens combattants, Chikez Diemu, ce dernier a déclaré: « Nous demandons à la population d'accorder une dernière chance au Programme Amani, de faire confiance à la MONUC qui doit avoir des coudées franches pour qu'avec l'appui de cette même population, elle soit en mesure de mieux la protéger ; nous encourageons les FARDC pour les efforts fournis et la résistance aux provocations. »

Mais lorsque les journalistes ont voulu savoir si les FARDC pouvaient s'affronter au CNDP qui avait prouvé sa supériorité militaire à Mushaki fin 2007 et si ces ministres n'étaient pas plutôt en tourisme dans les collines de Rushuru et de Masisi à bord des hélicoptères de la MONUC, les ministres ont réagi par des propos aussi injurieux qu'évasifs, à la grande surprise de l'assistance qui n'a pas souvent l'occasion de participer aux crises de colère ministérielles. Le Ministre de la Défense, oubliant ses propos précédents, a alors déploré la complicité internationale contre le Congo en pointant du doigt la MONUC, tout en invitant les Congolais au patriotisme et à l'auto-prise en charge, « à l'exemple des habitants de Rutshuru qui, eux, sont vraiment des patriotes. »

Les habitants de Rutshuru avaient incendié un blindé de la MONUC le mercredi 3 septembre 2008 et avaient blessé deux casques bleus suite à la rumeur savamment entretenue que les militaires onusiens rouleraient en faveur du mouvement de Laurent Nkunda.

Le même jour dans le magazine « Dialogue entre congolais » de la radio onusienne Okapi, le Commandant en chef des Forces de la MONUC a recadré les choses, en affirmant que « n'eût été l'intervention des troupes de la MONUC, le CNDP aurait déjà récupéré toutes les positions des FARDC », faisant ainsi allusion à leurs interventions militaires à Nyanzale et à Numbi. Les mêmes propos ont été repris par le Chef de bureau de la MONUC à Goma, lors d'une conférence de presse animée le 09 Septembre 2008 et illustrée par la projection d'un film montrant la débandade des militaires FARDC au front de Nyanzale. Le film montrait également la récupération par les éléments de la MONUC des armes et des munitions abandonnées par les FARDC et qui auraient fini dans les casernes du CNDP.

Ces mises au point de la MONUC sur leur rôle salvateur auprès des FARDC a fortement déplu au commandement militaire. Le 10 septembre 08, le Commandant en second de la 8^{ème} Région militaire chargé des opérations, le colonel Delphin Kahimbi, a appelé sur les ondes de la radio officielle RTNC « la MONUC à jouer franc jeu et à éviter de distraire les Congolais ».

Après la défaite des FARDC à Minova et à Bweremana dans la soirée du 10 septembre 2008, et comme pour mettre en application l'appel du Ministre de la Défense à imiter le comportement patriotique des habitants de Rutshuru, les badauds et les motards de

Goma ont commencé à attaquer les véhicules et les contingents de la MONUC ont fait l'objet d'une véritable chasse à l'homme sur l'axe de Katindo. Ces dérives ont interpellé le Gouverneur Julien Paluku qui a appelé ses administrés à ne pas tomber dans le piège des ennemis en s'attaquant à la MONUC sans laquelle, selon lui, la situation sécuritaire pourrait s'empirer. L'identité des ennemis reste à préciser, étant donné le lien de cause à effet entre la chasse à la MONUC et les propos du Ministre Tchikez et ceux du Commandant en second de la 8^{ème} Région militaire.

Dans la foulée, M. Mashako Mamba, coordonnateur interprovincial de la sous-commission Humanitaire et sociale du Programme Amani, a tenu sa conférence de presse à Goma le 11 septembre 2008 pour attirer l'attention sur les conséquences immédiates des nouveaux affrontements sur les populations locales au cas où la situation ne serait pas maîtrisée à temps:

- Extension rapide de la guerre sur les axes du Sud-Kivu et de la partie Nord de la province du Nord-Kivu
- Manque de l'assistance humanitaire
- Augmentation du nombre des déplacés internes et des réfugiés à l'étranger
- Violation massives des droits de l'homme
- Perte de la saison agricole au Nord et au Sud-Kivu
- Perte de l'année scolaire pour les enfants
- Décès des populations dans les sites temporaires
- Mort des militaires et des civils sur le champ de bataille.

De son côté le CNDP continue à affirmer qu'il a été provoqué par les FARDC et que tout en mettant en œuvre le Programme Amani, le gouvernement avait préparé cette guerre. Le mouvement de Laurent Nkunda déplore également le fait que le Président de la République n'avait pas eu soin de renouveler le mandat du Programme Amani, tombé caduc, selon lui, depuis le 02 Août 2008. Mais le CNDP ne fait pas que répondre aux provocations des FARDC, il est aussi engagé dans la conquête des localités sans qu'il définisse clairement ses visées par rapport au développement en cours.

Qui rassure qui maintenant que la population n'a confiance ni au Gouvernement qui a démontré ses insuffisances diplomatiques et militaires, ni au Programme Amani considéré par une certaine opinion comme un mort-né, ni à la MONUC désavouée par une partie de la population qui met en cause sa neutralité ni au CNDP perçu comme un mouvement va-t-en-guerre ?

Entre-temps, les manifestations publiques parties de Rutshuru s'étendent à Goma et à Butembo et pourraient embraser les deux provinces du Nord et du Sud-Kivu. Une forte pression diplomatique internationale est perceptible pour contraindre les signataires de l'accord de Goma de janvier 2008, notamment le CNDP, à rejoindre leurs positions d'avant le 28 août 2008 et leur place autour de la table du Programme Amani, que le Président de la République vient de reconduire opportunément pour une année par une ordonnance datée du 3 août mais publiée mi-septembre 08.

Même si cela se faisait, les problèmes de fond demeurent et les populations, elles, continuent à se demander qui, vraiment, se soucie de leur sécurité.